

ACTIONS CRITIQUES

NOTE INTRODUCTIVE

L'élection présidentielle est, pour les Français, l'occasion de fixer, sur les questions essentielles qui se posent à la nation, les directions qui vont être données aux politiques publiques. Il revient bien entendu aux candidats d'offrir une lecture de la situation du pays, de sélectionner les priorités, de formuler des propositions. Mais ils le feront avec d'autant plus de clarté, de précision et de franchise que le débat public se sera nourri de diagnostics objectifs et d'analyses précises des différentes options.

De mars à août 2016, France Stratégie a publié une première série de notes sur les grands enjeux de la décennie 2017-2027^[1]. La nouvelle série des « Actions critiques » prolonge cet exercice. Elle vise à offrir, sur une quinzaine de questions délimitées, des options pour des actions à conduire au cours des prochaines années.

LES ENJEUX

La première partie de l'exercice, articulée autour de treize notes d'introduction aux débats, a permis d'identifier plusieurs lignes de force.

- **Transition écologique et énergétique, transition numérique et mutations du travail** : ces trois grands bouleversements altéreront profondément, et de façon quasiment certaine, notre environnement, notre quotidien et nos rapports sociaux.
- **Le contexte économique et institutionnel immédiat est quant à lui plus incertain**, tant l'environnement macroéconomique et le contexte européen apparaissent marqués par le risque.
- Enfin, **une série de polarisations est manifestement à l'œuvre** : la France est coupée en deux entre des métropoles dynamiques et des territoires à la peine ; la croissance ne rassemble plus les Français, tandis que les écarts de revenus et surtout de patrimoine se sont creusés ; le marché du travail est fortement segmenté ; nos choix collectifs ont souvent défavorisé les jeunes générations au bénéfice des moins jeunes.

La transition énergétique et écologique va requérir **des investissements substantiels**, à hauteur d'environ un point de PIB par an. La transition numérique appelle un effort parallèle pour l'innovation et l'adaptation des systèmes d'information. Un investissement national d'ampleur dans la formation initiale (éducation) et continue (compétences des actifs tout au long de la vie) est également nécessaire.

Les orientations qu'un pays se donne pour l'avenir se lisent souvent dans **la trajectoire des finances publiques, tant sur le plan des dépenses que sur le plan des prélèvements**. Il est urgent, en matière de dépenses, de retrouver la capacité aujourd'hui atrophée d'allouer les moyens en fonction des priorités. Et une décennie ne sera sans doute pas de trop pour simplifier la structure des prélèvements et la mettre au service des finalités du pays.

DÉCEMBRE 2016

1. Voir France Stratégie (2016), 2017-2027 : Enjeux pour une décennie, sous la direction de Jean Pisani-Ferry et Fabrice Lengart, Paris, La Documentation française, octobre.

QUELLES ACTIONS CRITIQUES ?

Par nature, ce travail sur les enjeux d'ensemble a porté sur des questions larges et a débouché sur un éventail de grandes orientations. En complément, la quinzaine d'*actions critiques* retenues pour cette seconde phase de l'exercice éclairent des choix plus délimités et plus concrets. Il s'agit dans chaque cas ou presque d'identifier des options précises permettant de mettre en œuvre les grandes orientations discutées dans la première phase du travail : par exemple, de déterminer si la lutte contre le changement climatique sera mieux servie par la fixation, pour l'horizon 2030, d'une norme de consommation des véhicules de 2 litres aux 100 km ou, plutôt, par la fixation, pour l'horizon 2040, d'une norme zéro émission.

Ces actions critiques sont emblématiques des choix à opérer pour la décennie à venir. Elles ont été sélectionnées en fonction de leur capacité à concourir aux objectifs recensés dans la première phase du travail. Pour autant ont été mises en lumière à chaque fois plusieurs options pour y répondre, qui peuvent notamment résulter de préférences politiques divergentes. Nous nous sommes dans chaque cas attachés à instruire brièvement les questions posées, à expliciter pourquoi l'action dans le domaine correspondant peut avoir un caractère critique, et à dessiner à grands traits les options concurrentes entre lesquelles un choix devra être opéré.

Sont ici rassemblées cinq premières notes :

- **Les mutations du travail**, dont l'ampleur reste à déterminer, exigent de repenser la protection des actifs, tant en termes de droits du travail qu'en termes de protection sociale. Nous envisageons deux grandes options : l'une qui propose d'adapter le système actuel pour mieux prendre en compte toutes les formes d'emploi ; l'autre qui ambitionne de créer un statut général de l'actif qui protège chacun, quel que soit son statut.
- **Notre fiscalité du logement** favorise le statut de propriétaire occupant. Ce faisant, elle freine la mobilité, d'autant qu'elle taxe également lourdement les transactions, et désavantage indirectement les jeunes générations pour lesquelles l'accès à ce statut est plus difficile. C'est pourquoi nous suggérons quatre pistes de réforme fiscale.
- Les résultats insatisfaisants de notre système éducatif et les impasses que rencontre aujourd'hui son pilotage centralisé nous font privilégier une plus grande **autonomie des établissements scolaires**. Ce concept peut cependant se traduire par des approches très différentes, que nous nous attachons à distinguer.
- Si les crises que l'Europe traverse sont multiples, il semble particulièrement urgent pour la France de préciser son approche de **l'avenir de la zone euro**. Faut-il aller vers une responsabilité budgétaire individuelle des différents États membres, ou renforcer les mécanismes d'encadrement des déficits et de solidarité ?
- Le respect de l'Accord de Paris sur le climat suppose de transformer nos habitudes en profondeur, notamment en matière de transports. Des choix technologiques et industriels s'imposent cependant pour que **les véhicules de demain** parviennent à ramener leurs émissions de gaz à effets de serre à près de zéro.

D'ici fin janvier, deux autres ensembles d'actions critiques seront publiés, prolongeant l'effort engagé pour ouvrir et éclairer le débat en amont des échéances du printemps.

Directeur de la publication :
Jean Pisani-Ferry,
commissaire général

Directeur de la rédaction :
Fabrice Lenglard,
commissaire général adjoint

Secrétaire de rédaction :
Sylvie Chasseloup

Impression :
France Stratégie

Dépôt légal :
décembre 2016
N° ISSN 1760-5733

Contact presse :
Jean-Michel Roullé,
directeur du service
Édition-Communication-
Événements,
01 42 75 61 37,
jean-michel.roulle@
strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin,
chargé des relations presse
01 42 75 60 27
06 20 78 57 18
joris.aubrespin@
strategie.gouv.fr

France Stratégie
18, rue de Martignac
75700 Paris SP 07
01 42 75 60 00

En vue d'éclairer les choix collectifs par des travaux d'étude et de prospective, France Stratégie a engagé le projet « 2017/2027 » visant à analyser les enjeux de la prochaine décennie, à examiner les grands choix qui s'imposent au pays, et les orientations qui s'offrent à lui. Des documents thématiques produits à cette fin par les experts de France Stratégie sont publiés depuis mars 2016 sur un site web spécifique, qui accueille aussi des contributions d'experts et d'acteurs de la société civile. Aucun des documents publiés dans le cadre de ce projet n'a vocation à refléter la position du gouvernement.

**RETROUVEZ EN LIGNE
L'INTÉGRALITÉ
DU PROJET 2017/2027**



www.francestrategie1727.fr
#FS1727

**RETROUVEZ LES DERNIÈRES
ACTUALITÉS DE
FRANCE STRATÉGIE**

 [francestrategie](https://www.facebook.com/francestrategie)

 [@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)

www.strategie.gouv.fr